



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Pour-un-service-public-de-l-information-et-de-la>

Pour un service public de l'information et de la culture (vidéo)

- Notre association - Nos objectifs - Quelles transformations des médias ? - Transformer les médias : Nos propositions -



Date de mise en ligne : vendredi 2 mars 2012

Description :

... avec Henri Maler (Acrimed), à l'invitation du Parti de gauche, le 12 novembre 2010.

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Quand il est question des médias (de leur critique, de leur transformation), Acrimed accepte les invitations des formations politiques, sans soutenir - cela va de soi - aucune d'entre elles. C'est ainsi que nous avons été invités au fil des ans (et nous nous en félicitons) par le PCF et sa commission « Médias », par la LCR puis le NPA, par le Parti socialiste (précisément le courant du « Nouveau Parti socialiste »), le 12 octobre 2007 [1] Nous l'avons été aussi par le Parti de gauche, notamment, avec François Ruffin, lors de son Université d'été à Grenoble en 2010 [2] et lors d'un « Vendredi du PG », le 12 novembre 2010.

Si nous diffusons aujourd'hui la vidéo réalisée par ce parti lors de ce vendredi, c'est parce qu'elle permet, à l'occasion des élections de 2012, de présenter sous forme orale une partie des [propositions de transformation des médias](#) que nous avons formulées par écrit depuis 2003 et, de saisir ce qui, dans les projets des différentes formations politiques, recoupe nos propositions, s'en inspire ou leur tourne le dos.

La forme orale de cette intervention rend inévitable les raccourcis et les approximations [3]. Mais comme telle, elle nous semble utile. Pour que le débat se poursuive.

[1] Quelques extraits [sur le site d'Acrimed](#).

[2] La vidéo est [ici](#).

[3] C'est ainsi qu'il n'est pas clairement indiqué que la représentation des formations politiques dans un Conseil National des médias pourrait être effectuée à proportion des résultats obtenus lors du premier tour des élections législatives, à défaut d'un scrutin particulier sans doute souhaitable. La règle inique dite des « trois tiers » fait l'objet d'une présentation inexacte ; les trois tiers en questions sont 1/3 pour le gouvernement, 1/3 pour la majorité parlementaire, 1/3 pour l'opposition. L'allusion à l'indispensable déprivatisation de TF1, pourtant décisive, n'est précisée que tardivement, etc.